

## Tisser des liens patrimoniaux. Entrepreneurs culturels et attachement pour la maison rurale en Franche-Comté

In: Genèses, 11, 1993. Patrie, patrimoine. pp. 5-24.

---

Citer ce document / Cite this document :

Jeannot Gilles. Tisser des liens patrimoniaux. Entrepreneurs culturels et attachement pour la maison rurale en Franche-Comté.  
In: Genèses, 11, 1993. Patrie, patrimoine. pp. 5-24.

doi : 10.3406/genes.1993.1169

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes\\_1155-3219\\_1993\\_num\\_11\\_1\\_1169](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1993_num_11_1_1169)

---

## TISSER DES LIENS

## PATRIMONIAUX

ENTREPRENEURS  
CULTURELS  
ET ATTACHEMENT POUR  
LA MAISON RURALE  
EN FRANCHE-COMTÉ

*Gilles Jeannot*

Quand en 1980 on a fêté l'année du patrimoine, ce qui retint l'attention de tous les commentateurs fut le mouvement de redécouverte d'un patrimoine que l'on n'osait plus alors appeler « mineur », et qui s'est traduit par diverses manifestations consacrées aux objets de la vie quotidienne, aux outils et bâtiments issus d'un passé populaire. Cet émoi patrimonial, qui ne s'est pas démenti depuis, a été l'occasion d'un renouveau de la recherche historique sur ce thème, mais curieusement ces travaux ont plus contribué à éclairer la formation d'une administration consacrée à ces questions qu'à comprendre celle de cette nouvelle forme d'intérêt pour le passé. Il reste à écrire une histoire du patrimoine du côté de la réception.

Un premier élément de réponse est offert par les travaux qui ont mis en évidence le rôle des modèles proposés de l'extérieur. Ainsi Catherine Bertho a-t-elle pu montrer l'importance de certains cercles parisiens dans la formation des stéréotypes sur la Bretagne<sup>1</sup>. Mais lorsque l'on a pris la mesure de telles influences, et échappé au récit de l'identité « naturelle », il reste à comprendre ce qui rend crédible localement ces modèles, et à aborder les agents locaux qui, comme des entrepreneurs<sup>2</sup>, par leur activité, permettent la transmission et l'appropriation. Ces entrepreneurs culturels, s'ils mobilisent des modèles extérieurs, sont aussi amenés à rechercher les moyens de toucher et d'intéresser des relais. Ils sont aussi conduits à dialoguer entre eux et à opposer ou coordonner leurs modèles. Leur succès ne se joue pas autour de la formation d'ensembles administratifs et juridiques mais autour

1. Catherine Bertho, « L'invention de la Bretagne. Genèse sociale d'un stéréotype », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 35, nov. 1980, p. 45-62.

2. Le modèle de l'entrepreneur est emprunté à Howard Becker, *Outsiders*, Paris, Métailié, 1985, p. 171 sq.

## DOSSIER

*Patrie, patrimoines*

Gilles Jeannot  
*Tisser des liens patrimoniaux*

3. Il apparaît ainsi pour chacun des mouvements considérés des moments forts durant lesquels ils entrent en résonance avec les préoccupations d'un large public et des moments d'activité marginalisée. Ceci conduit à saisir à la fois la succession de ces moments forts et la juxtaposition des différents courants. Ainsi par exemple, l'association régionaliste « le Jura français », qui connaît son heure de gloire après la Première Guerre mondiale, est-elle encore vivante sans avoir beaucoup d'écho dans la vie présente.

4. Lorsque ces commémorations tombent en désuétude et qu'Antoine Prost consacre une thèse à ces monuments, ceux-ci sont mûrs pour devenir « monuments historiques ». C'est ce moment historique que produit et thématise dans le même mouvement Pierre Nora : « Entre mémoire et histoire. La problématique des lieux », *Les lieux de mémoire*, t. I, Paris, Gallimard, 1984, p. XV-XLII.

5. Dominique Poulot a montré comment le monument devient « monument historique » au moment où, comme le présente Arnaldo Momigliano, l'histoire au sens moderne se constitue à la jonction de l'histoire philosophique réduite à un commentaire de texte et de l'activité des antiquaires traitant des traces matérielles, mais dont les travaux ne portaient que sur la vie quotidienne et le droit. C'est alors que les traces matérielles prennent place et sens dans le récit d'histoire nationale. Dominique Poulot, « Naissance du monument historique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1985, t. 32, p. 418-450. Arnaldo Momigliano, « La contribution de Gibbon à la méthode historique », in Arnaldo Momigliano, *Problèmes d'historiographie ancienne et moderne*, Paris, Gallimard, 1983, p. 321-339.

de la mobilisation d'un public local : la confrontation est aussi une confrontation sociale. Chacun d'eux est lié à un espace social particulier qui n'est pas nécessairement le même que celui des publics visés. Ces publics retiennent d'ailleurs plus ou moins les modèles proposés. Ces entrepreneurs s'avèrent alors autant intégrateurs des réactions du public que diffuseurs d'une mise en forme. C'est dans ces frottements que les modalités proposées pour l'attachement patrimonial se transforment<sup>3</sup>.

De ces efforts de diffusion et d'adaptation il reste de nombreuses traces : revues, musées, prises de positions dans la presse locale. L'analyse de ce matériau offre de nombreuses surprises. Références inattendues à des thèmes de modernité, comme l'engouement pour Le Corbusier chez les plus traditionalistes, ou débats passionnés sur la valeur et les limites de la typologie. Le débat s'établit dans un domaine très vaste qui intègre des questions de politique et de morale mais aussi d'esthétique et d'épistémologie. Parler d'idéologie ou de diffusion de stéréotypes, c'est-à-dire supposer que l'attachement patrimonial s'accomplit par un simple jeu d'association de valeurs à des récits et des objets ne suffit pas pour rendre compte de telles prises de positions.

Les comprendre suppose de prendre au sérieux le problème qu'il faut résoudre pour faire exister l'objet patrimonial. A la différence des manifestations de mémoire, de commémoration ou de tradition dans lesquelles une entité sociale réactualise son lien par une activité (la répétition de rites ou la transmission d'un message), l'attachement patrimonial introduit la médiation d'un objet et suppose donc que l'on puisse fonder le lien entre l'objet et l'individu. La référence à un savoir constitué apparaît essentielle. Si le lien n'est pas réactualisé à chaque moment (comme c'est le cas pour le monument aux morts avec les commémorations des dernières guerres<sup>4</sup>), il faut pouvoir exhiber un savoir constitué qui le justifie. C'est tout d'abord l'histoire<sup>5</sup> qui vient remplir ce rôle lorsque le « monument » devient « monument historique ». Aujourd'hui le domaine s'étend jusqu'au « patrimoine ethnologique », et il ne faut pas oublier dans ce mouvement le passage par la géographie. C'est avec celle-ci, en effet, que la référence au territoire devient centrale. Toute une chaîne est ainsi constituée qui va de l'objet à un territoire puis à une communauté, passée puis présente, et à un individu.

Une telle perspective conduit à revenir sur le mouvement associatif engagé dans l'étude, la mise en valeur et la sauvegarde du patrimoine. Les historiens et sociologues qui ont étudié ces associations et sociétés savantes ont d'abord cherché à savoir comment ce mouvement associatif avait contribué à l'institutionnalisation de la politique du patrimoine<sup>6</sup>. Pour aborder le projet d'une histoire sociale de l'attachement patrimonial, on doit privilégier d'autres aspects de l'activité de ces militants ou d'autres parties des mouvements évoqués. Il faut aussi rechercher les relations entre ces individus et leurs publics et donc, les suivre jusque dans une région particulière.

Pour ce qui concerne l'attachement aux traces de la vie populaire en milieu rural comme les maisons paysannes, la Franche-Comté peut retenir l'attention par l'émergence récente de nombreux musées-champignons, mais aussi par la succession depuis le début du siècle de mouvements de mobilisation sur ce thème. Trois moments, mais aussi trois milieux sociaux, doivent être pris en compte<sup>7</sup>. Les sociétés savantes sont peu concernées, à cause de leur faible développement dans la région, et aussi dans la mesure où leur intérêt porte traditionnellement sur les parties nobles du patrimoine architectural : églises et châteaux. Le premier moment est lié au développement du tourisme dans la région après la Première Guerre mondiale. A cette occasion le mouvement touristique national trouve un relais dans les syndicats d'initiative, et, curieusement, ces syndicats, préoccupés des conditions matérielles d'accueil du tourisme, se trouvent directement rattachés à des revues culturelles régionalistes. C'est avec une posture de touriste que l'architecture paysanne est alors abordée par ces régionalistes. Le second milieu rassemble, après 1945, autour d'une figure charismatique, un ensemble de prêtres et d'instituteurs qui revendiquent, en partie en opposition aux régionalistes, une reprise en main par le peuple des campagnes de ses propres richesses culturelles. Ceci se traduit en particulier par un travail très méticuleux de recueil des traditions encore vivantes du monde paysan. Le terme de patrimoine n'est utilisé que dans la période la plus récente d'effervescence à propos de ces objets. Le troisième milieu est constitué alors dans un jeu ambigu d'oppositions et de collaborations entre des universitaires et des amateurs qui conservent des bâtiments transformés en musées.

6. Sur le rôle des sociétés savantes : Françoise Bercé, Inspecteur général des monuments historiques, insiste sur l'enrôlement par Guizot des sociétés savantes pour son projet. Marcel Beaudot, plus proche des sociétés savantes, souligne pour sa part l'autonomie de ces sociétés savantes et leur apport spécifique à la politique générale. Françoise Bercé, « Arcisse de Caumont et les sociétés savantes », in Pierre Nora (éd.), *Les lieux de mémoire*, t. II, 1986, p. 533-568. Marcel Beaudot, « Trente ans de coordination des sociétés savantes (1831-1861) », *100<sup>e</sup> congrès national des sociétés savantes*, 1975, Paris, Bibliothèque nationale, 1976, p. 7-28.

Sur le rôle des sociétés de sauvegarde des sites et la naissance des parcs naturels régionaux : Bernard Barraqué, *Le paysage et l'administration*, Paris, Plan urbain, 1985. Jean-Louis Parisis, Michel Péraldi, *Le grand square, État, associations et loisirs de nature*, Ministère de l'environnement et du cadre de vie, 1981, p. 189 sq.

7. Gilles Jeannot, *Du monument historique au patrimoine local, histoire des sociétés savantes et associations de sauvegarde du patrimoine en France depuis 1945*, thèse de troisième cycle, sous la direction de Françoise Choay, Université Paris VIII, 1988. Cette thèse, à l'origine du présent article, s'appuie sur l'analyse d'un corpus composé de l'ensemble des publications des associations concernées par la protection de l'architecture au niveau national et dans deux régions : Normandie et Franche-Comté.

## DOSSIER

*Patrie, patrimoines*

Gilles Jeannot  
*Tisser des liens patrimoniaux*

### « Gravier pour comprendre, dominer pour connaître » Syndicats d'initiatives et régionalistes dans l'entre-deux-guerres

Pour les trois revues comtoises qui portent la bannière du régionalisme entre les deux guerres, *Le Jura français* (1911), *Franche-Comté Monts-Jura* (1919-1939) et *Le Pays comtois* (1932-1937), régionalisme rime d'abord avec tourisme. Ces deux termes sont si proches pour certains qu'ils leur paraissent interchangeables. Claude Desperrières, dans un article intitulé « Pour le régionalisme », ne parle que des conditions économiques du développement du tourisme. Il publie, par ailleurs, une présentation des richesses du Doubs dans *l'Illustré*, journal édité à Lyon et soutenu par le Touring Club de France et la compagnie PLM, qui aura pour sous-titre *Journal hebdomadaire de décentralisation et de tourisme*, puis *Régionalisme Tourisme*. De la même manière, le syndicat d'initiative, le Jura français, se déclare soudain « association régionaliste » en affirmant que c'est là changer de mot et pas de projet<sup>8</sup>. Ce rapprochement entre les deux termes, que même Jean Charles-Brun qui fut le principal animateur du mouvement régionaliste entre les deux guerres justifie<sup>9</sup>, correspond à un autre rapprochement, entre l'offre et la demande, dans le développement du tourisme en France : d'un côté, le mouvement touristique et de l'autre, les syndicats d'initiative.

Le tourisme comme mouvement organisé, et non la pratique des voyages qui est bien antérieure, prend forme au tournant du siècle. A l'origine, des clubs d'excursionnistes (excursionnistes marseillais), d'alpinistes (Club Alpin français), ou de cyclistes (Touring Club de France) servent de réseaux d'échange et d'entraide entre ces sportifs amateurs de randonnées. Puis, très rapidement, le mouvement s'élargit et rassemble une bourgeoisie active, professions libérales, ingénieurs, commerçants qui se reconnaissent dans la pratique d'un tourisme qui passe progressivement de l'aventure à la consommation<sup>10</sup>. Le Touring Club va connaître un fantastique essor. Il rassemble 100 000 adhérents en 1906 et plus de 400 000 à la veille de la Seconde Guerre mondiale. L'association a contribué à faire connaître les monuments et sites de la France et de ses colonies, elle a offert tout un ensemble de services pour ses membres et, puisque l'accomplissement du tourisme supposait de trouver des interlocuteurs

8. Le syndicat général d'initiative deviendra plus tard, en 1955, « association régionaliste fondée en 1911 ». *Le Jura français*, n° 65, 1955, p. 233.

9. Jean Charles-Brun, « Tourisme et régionalisme », *Revue du Touring Club de France*, septembre 1910, p. 326-328.

10. La *Revue du Touring Club de France* donne en 1896 la catégorisation suivante de ses adhérents : ministres et anciens ministres 7, ambassadeurs, sénateurs, députés 33, membres du conseil d'État et de la Cour des Comptes 17, généraux, officiers supérieurs 41, préfets, sous-préfets, maires 116, directeurs de ministères, hauts fonctionnaires 68, ingénieurs des ponts et chaussées et des mines 51, conducteurs des ponts et chaussées et agents voyers 117, fonctionnaires (poste, douane, etc.) 404, officiers de l'armée de terre et de mer 228, magistrats, avocats 816, médecins 905, ingénieurs, architectes 622, hommes de lettres 180, artistes 347, agents de change, banquiers 203, rentiers, propriétaires 5210, négociants, employés professions diverses 15031. Voir aussi L. Bonnard, *Le Touring Club de France et son œuvre*, Paris, 1930.

dans chaque région, le Touring Club a participé activement à la propagation du modèle des syndicats d'initiative. Le premier syndicat d'initiative fut celui de Grenoble et du Dauphiné en 1889, en 1896 fut créé celui d'Annecy et à la veille de la Seconde Guerre mondiale, il y avait 312 syndicats régionaux, départementaux et locaux.

Le premier syndicat de Besançon est issu d'une « association des intérêts <sup>11</sup> de Besançon » qui regroupe les commerçants de la ville, en 1911 est créé le syndicat général d'initiative « le Jura français » qui a son siège à Paris et surtout, la Franche-Comté a été la première région dans laquelle les syndicats d'initiative se soient regroupés en fédération. La fédération comtoise est très active à ses débuts. Elle contribue à la naissance de la première école hôtelière de France. Elle soutient activement la mise en place par la compagnie PLM de circuits touristiques dans le Doubs. Et elle donne naissance à une société de messageries et de transports automobiles et à une société foncière hôtelière chargée de transformer des immeubles anciens en hôtels dotés des éléments d'hygiène que réclament les touristes. Léon Auscher, président du Touring Club de France, qui parcourt la province pour susciter une offre qui aille de l'hôtellerie à l'aménagement esthétique des villes <sup>12</sup> peut ainsi, en 1919, se réjouir de la tenue à Besançon de la première réunion nationale de la fédération des sections de tourisme. On y parlera chemins de fer, relations avec les chambres de commerce, développement du crédit hôtelier, surtout donc de la valeur économique du tourisme.

Cependant, les relations avec les revues régionalistes sont étroites. La revue *Franche-Comté Monts Jura, Revue régionaliste pour la défense des intérêts commerciaux, agricoles, artistiques, touristiques et sportifs* est créée en 1919 « sous les auspices » de la fédération des sections de tourisme <sup>13</sup>. Progressivement, cependant, elle se limite aux questions culturelles et contribue activement à l'auto-glorification des écrivains et artistes locaux avec un nouveau sous-titre : *Régionalisme, littérature, histoire, folklore, traditions et coutumes, sciences, beaux-arts, tourisme et industrie* (1927-1939). La fédération des sections de tourisme s'appuyera ensuite sur la revue *Le Pays comtois, Revue régionaliste illustrée, littérature, histoire, folklore, traditions et coutumes, sciences, beaux-arts, tourisme et industrie* (1932-1937), revue éditée sous le patronage de la Fédération régionaliste de France de Jean Charles-Brun.

11. Cette notion d'association d'intérêts communs est celle qui justifie l'emploi du terme de syndicat (cf. dictionnaire Robert) ; ce sens s'est perdu lorsque le syndicat d'initiative s'est réduit à un bureau de renseignement pour touristes.

12. Léon Auscher, président du Touring Club de France, défend en effet l'idée que le véritable utilisateur de l'urbanisme (conçu comme aménagement esthétique) est le touriste et qu'il faut donc financer l'aménagement des villes par une taxe prélevée sur les touristes. Léon Auscher, Georges Rozet, *Urbanisme et tourisme, la fonction des syndicats d'initiative*, Paris, Ernest Leroux, 1920.

13. On trouve alors dans son comité de direction outre un banquier, un avocat, un ingénieur des ponts et chaussées, deux sénateurs et un député, l'ensemble des présidents de chambres de commerces de la région, le secrétaire de la fédération des sections de tourisme en Franche-Comté (agent commercial PLM) et le président du comité régional des arts appliqués. La revue sert dans les premières années d'organe à la fédération des sections de tourisme et des chambres de commerce.

## DOSSIER

*Patrie, patrimoines*

Gilles Jeannot  
*Tisser des liens patrimoniaux*

La région et ses richesses sont abordées par ces revues régionalistes avec une posture de touriste. Il s'agit en premier lieu d'une manière de choisir son point de vue. Très concrètement, les touristes admirent le pays en se hissant sur un belvédère, ils découvrent les traditions locales en traversant les villages en voiture. Ils voient des villages avant de voir des maisons. Lorsqu'ils pénètrent dans les villages de nombreux auteurs parisiens se montrent incommodés par certaines odeurs :

« Il est regrettable de constater qu'en dépit du goût du moderne, nouvelles comme anciennes habitations restent trop fréquemment malpropres. Trouverait-on facilement dans nos montagnes, la maison dont le tas de fumier serait à une distance raisonnable ? Non seulement celui-ci se trouve à peu près adossé au bâtiment mais encore on le voit assez couramment installé devant la façade principale sous les fenêtres du poêle, là où il serait si plaisant de voir un jardinet aux fleurs variées. On nous dit que si le "tas" dont nous parlons était plus éloigné, il serait plus long et plus pénible en hiver d'y conduire des ordures sorties de l'écurie. Mais comment expliquer alors qu'il n'en soit pas de même en Suisse dont les frontières sont toutes proches <sup>14</sup>. »

Ils s'attachent alors à améliorer l'apparence générale de ces villages en proposant un concours du « village coquet » reprenant les pratiques de la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France <sup>15</sup>.

Ce regard jeté en passant n'est pas sans effet sur les sociétés locales. Le syndicat d'initiative parisien, le Jura français, se taille ainsi un franc succès en présentant aux populations autochtones, ville après ville, les petits films publicitaires qu'elle a produits pour attirer les touristes. Trois à quatre mille spectateurs viennent à Saint-Claude selon la presse locale que cite avec plaisir la revue du syndicat : « Jamais de mémoire de Saint-Claudien on ne vit pareille foule (...) C'est que le programme est vraiment original. Quel plaisir de voir défiler ces sites qui nous sont familiers : Saint-Claude sous toutes ses faces, ses ponts, ses cascades <sup>16</sup>. » Cet effet du regard du touriste se retrouve aussi chez ceux qui se déclarent les « intellectuels » de Besançon et qui se retrouvent autour de la revue *Franche-Comté Monts Jura*. Ainsi Suzanne Peteuil, la principale animatrice de la revue avant la guerre, se coule-t-elle dans la posture du touriste lorsqu'elle choisit d'écrire ses impressions sur les villes comtoises depuis le sommet de clochers :

« On ne comprend une contrée qu'après l'avoir contemplée d'une hauteur. A chaque ville il faut un clo-

14. *Franche-Comté Monts Jura*, n° 89, 1926, p. 201. On retrouve ce thème régulièrement dans *Le Pays comtois* et dans *Le Jura français*. Il doit être aussi relié à la prégnance du projet hygiéniste dans le mouvement touristique ; le Touring Club de France a été, en particulier à travers la question des hôtels, un important propagateur des pratiques d'hygiène.

15. *Le Jura français*, 1934, p. 5. Cette association donne dès sa création des nouvelles de la société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France. Cette société, avec en particulier Charles Beauquier, Comtois co-fondateur de l'association de Comtois à Paris, Les Gaudes, a joué un rôle dans la définition de la protection des sites : voir Bernard Barraqué, *op. cit.*

16. *Le Jura français*, n° 6, 1912, p. 65.

cher. A chaque paysage il faut une tour (...) Gravier pour comprendre, dominer pour connaître ! S'incliner sur la vie comme on se penche sur un cœur pour l'écouter palpiter. Éternel contraste <sup>17</sup>. »

En parcourant la campagne comtoise, touristes et auteurs locaux notent aussi une certaine unité des formes architecturales des maisons rurales qu'ils aperçoivent. Dans l'ensemble leur connaissance de l'architecture, comme des autres aspects de la culture populaire, reste tout à fait rudimentaire. L'un des auteurs, par exemple, n'hésite pas à parler de « manoirs et chaumières » <sup>18</sup>, vocabulaire plus adapté à la Normandie qu'à la Franche-Comté. Dans les quelques tentatives de formalisation qui sont proposées, ils s'efforcent de faire apparaître un type caractéristique, sinon de la région, du moins de grandes zones. Un auteur voit avant la conquête française un type de maison en Haute-Saône <sup>19</sup>, un autre, un type traditionnel dans le Haut-Doubs <sup>20</sup>. L'ensemble est rapporté à un vague déterminisme géographique régional, qui permet de conforter l'idée de l'unité de la région <sup>21</sup>. Cette désinvolture n'est pas considérée comme une faiblesse, mais comme un moyen de se libérer des détails pour faire émerger l'essentiel : « La poésie du sol n'a que faire des longues tirades philosophiques, des histoires lourdes, des éruditions compliquées, c'est dans cet esprit éliminatoire que le résumé d'histoire que nous désirons devrait être conçu <sup>22</sup>. » Une toute autre attitude se fera jour après la guerre.

### « **Rendre au peuple son butin** » : le moment traditionaliste après 1945

Si l'on s'en tient à une approche des thèmes évoqués, l'activité de Jean Garneret dans l'après-guerre se situe dans le droit fil de celle des régionalistes, il publie d'ailleurs ses premiers dessins dans leurs revues. Et pourtant son parcours et son attitude face au patrimoine marquent un tournant. Les raisons qu'il propose pour l'attachement patrimonial s'opposent à celles évoquées précédemment. Et lorsqu'il fait de l'expression « rendre au peuple son butin » sa devise, c'est un peu en réponse aux touristes qui auraient pris cette richesse de la culture populaire. Le rôle qu'il jouera pour la conservation de la maison rurale ne doit pas faire oublier que son projet est d'abord de redonner vie à des pratiques populaires. En ce sens on peut parler ici de traditionalisme, même si ce terme est peu

17. « Écrits sur le garde-fou des clochers de mon pays. Pèlerinages aériens à travers la Franche-Comté », Besançon, *Franche-Comté Monts Jura*, 1925, p. 5. Parler d'« esprit de clocher » pourrait paraître facile en ce cas si l'on ne trouvait la chose et le mot. La dernière grande action militante de *Franche-Comté Monts Jura* (couronnée de succès) a été d'imposer un clocher comtois sur le pavillon Bourgogne Franche-Comté (découpage centralisé oblige) du centre régional de l'exposition de 1937.

« On appellera peut-être cela l'esprit de clocher, mais je tiens à cet esprit là. Et si j'ai l'esprit de clocher, c'est à force d'avoir aimé les églises hautes qui mettent du divin dans le calme quotidien des cités. » S. Peteuil, *op. cit.*, p. 91.

18. A. Pidoux de la Maduère, « Montagnes et montagnons. Manoirs et chaumières », *Le Pays comtois*, 1932, p. 53-58.

19. G. Collinet, « La vieille maison haute-saônoise », *Le Pays comtois*, 1934, p. 573-574.

20. Louis Martin, « La vieille maison du Haut-Doubs », *Franche-Comté Monts Jura*, n° 89, spécial La maison comtoise et le mobilier comtois, décembre 1926, p. 199-202.

21. Albert Ranc, « La géographie humaine et l'économie touristique », *Le Jura français*, 1937, n° 37, p. 132.

22. Colonel Almand, « Le tourisme est une œuvre sociale », *Franche-Comté Monts Jura*, n° 2, 1919, p. 36.



## DOSSIER

*Patrie, patrimoines*

Gilles Jeannot  
*Tisser des liens patrimoniaux*

revendiqué. Cette orientation se dessine dans un autre parcours qui passe par la rencontre du catholicisme social à travers l'aumônier de son lycée, Jean Flory. Il retiendra de cette rencontre une valorisation des enquêtes issues du courant le playsien, et un projet d'autonomie régionale calquée sur le modèle alsacien.

Jean Garneret naît en 1907 à Clerval, un bourg rural du Doubs, dans lequel son père avait établi son commerce de grains. Par la suite la famille s'installa à Besançon, et il fit ses études au lycée public Victor-Hugo. C'est là qu'il rencontra Jean Flory, aumônier du lycée qui, avec son frère Charles, a eu un rôle important dans le développement de l'Association Catholique de la Jeunesse Française<sup>23</sup> (ACJF). Cette association de laïcs avait été créée en 1886 par Albert de Mun, qui, marqué par l'image de la Commune, pensait pouvoir réconcilier les classes sociales en redonnant espoir aux ouvriers par la mise en place de réformes sociales. Fils d'un directeur d'usine de métiers à tisser originaire d'Alsace, Jean et Charles Flory retrouvent des jeunes proches de leur milieu dans cette association qui, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, regroupe 150 000 personnes. Ils seront à l'origine de la création de la Jeunesse ouvrière chrétienne et de la jeunesse étudiante chrétienne (JOC, JEC).

Flory a transmis à de nombreux jeunes qui fréquentaient les cercles d'étude qu'il organisait, sa passion de l'observation et de la pédagogie qu'il avait théorisé en 1934 dans un ouvrage intitulé *Simple conseils pour étudier*<sup>24</sup>. Il les engageait à faire des enquêtes sur leur milieu de vie ou d'origine. Cette démarche était influencée par la science sociale de Le Play à travers l'abbé de Tourville<sup>25</sup>. L'un des élèves de Jean Flory publie ainsi en 1936, juste avant les vacances, un *Carnet de route* qui invite les vacanciers à aller à la découverte des réalités concrètes, minéraux, flore, faune, et surtout les hommes, cultivateurs, artisans, viticulteurs, montagnards, pêcheurs, ouvriers d'usine en congés, ceci en mobilisant les méthodes de la géographie humaine de Deffontaine. 150 000 exemplaires furent immédiatement épuisés. Jean Flory était plus tourné vers les questions sociales et religieuses que vers les arts qui attireront cependant un certain nombre de ses disciples. Marcel Ferry, président de la JEC en 1939, publie en 1945 un ouvrage sur les statues de la Vierge en Franche-Comté et s'occupe depuis de la restauration des églises comtoises. François Mathey deviendra conservateur du musée des Arts décoratifs à Paris. Jean Garneret, enfin, fera dans ses recherches sur le folklore, de la curiosité une valeur morale :

« Il y a une curiosité qui est le départ de la science. (...) Ouvrez vos yeux, regardez autour de vous le monde qui vous entoure et que vous ne connaissez pas vraiment. Que toutes ces choses sont belles et que les gens sont de curieuses gens. Connaître ainsi c'est apprendre à mieux aimer. »

En outre, Flory, né en Franche-Comté, revendiquait l'origine alsacienne de sa famille. Flory avait maintenu des liens avec la

23. L'histoire de Jean Flory a été rapportée par l'un de ses élèves et éditée par Jean Garneret. Joseph Ball, *L'abbé Flory (1886-1949), documents et témoignages recueillis par Joseph Ball. Images de Jean Garneret*, Besançon, Folklore comtois, 1978. Sur l'ACJF au moment de la création de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne : Joseph Debès, Emile Poulat, *L'appel de la JOC*, Paris, Cerf, 1986, 292 p.

24. Paris, Spes, 1934, 235 p.

25. Bernard Kalaora, Antoine Savoye, *Les inventeurs oubliés, Frédéric Le Play et ses continuateurs*, Paris, Champ Vallon, 1989, 380 p.

ville de Thann et il y emmenait les jeunes Bisontins pour qu'ils y rencontrent de jeunes Alsaciens et trouvent la force d'indépendance de ceux-ci. Il était proche du mouvement autonomiste et il avait en particulier soutenu publiquement l'un de ses promoteurs lors d'un procès qui avait eu lieu à Besançon <sup>26</sup>.

Après une licence de droit et le séminaire à Paris, Garneret s'installe en 1936 dans la paroisse de Lantenne, village à proximité de Besançon. Il commence ses premières enquêtes sur les parlers et traditions du village. Celles-ci l'amènent durant la guerre à rassembler les premiers éléments d'un musée qu'il ouvrira dans sa paroisse. Il rencontre à cette époque G.-H. Rivière et reçoit les enquêteurs engagés par le régime de Vichy dans le chantier 1425 sur l'habitat rural <sup>27</sup>. Cependant son action ne prend véritablement son ampleur qu'après la guerre avec le lancement de l'almanach *Barbizier* <sup>28</sup>.

En choisissant comme moyen de diffusion un almanach, l'ancien de la JEC renouait avec un instrument éprouvé de l'action catholique. Flory avait usé d'un moyen comparable pour diffuser sa doctrine en milieu étudiant : un agenda avec tables de logarithmes et petits textes mobilisateurs. De la même manière, les almanachs populaires offraient en milieu rural tout un ensemble de services aux paysans. Des libraires locaux éditaient de tels documents, mais les religieux y avaient vu depuis longtemps un instrument précieux pour l'édification des paysans <sup>29</sup>. On retrouve dans *Barbizier, almanach populaire comtois*, dont le premier numéro paraît en 1947, tous les éléments d'un almanach traditionnel : le calendrier avec les phases de la lune, la liste des travaux et plantations à faire chaque mois et surtout les dates des foires de la région. On y trouve aussi dans une partie magazine, des articles sur l'histoire, sur la vie économique rurale locale et ainsi que des documents sur les traditions vivantes : contes, artisanat et une vaste enquête sur les rites de passage fondée sur le questionnaire de Van Gennep avec lequel Garneret collaborait.

Lancer une publication destinée au grand public supposait de trouver des relais pour son élaboration et sa diffusion ainsi qu'un public réceptif aux thèmes de la vie traditionnelle qui y étaient présentés. S'il y a bien une réaction face au regard trop distant du touriste sur la culture populaire, celle-ci ne vient pas directement du milieu paysan et suppose aussi une autre mise à distance, un peu moindre. Garneret trouvera un soutien actif auprès d'un

26. J. Ball, *L'abbé Flory (1886-1949)*, op. cit., p. 77.

27. Ce « chantier » consistait à envoyer de jeunes architectes ou autres faire un certain nombre de photographies et de relevés d'architecture dans l'habitat traditionnel. Cf. H. Raulin, « L'architecture rurale française, une enquête nationale inédite », *Études rurales*, n° 13-14, avril-sept. 1964, p. 96-119.

28. Barbizier est un personnage d'une pièce populaire comtoise qu'il caractérise ainsi : « Il est fier non pour lui mais pour sa classe, pour les vigneron qui sont une classe noble (...), glorieuse même quand elle est misérable, ce qui lui arrive le plus souvent. »

29. *L'almanach populaire de la Franche-Comté* édité par le diocèse entre les deux guerres donnait ainsi, par exemple, toutes les « réponses à faire aux ennemis de la religion ». *Almanach populaire de la Franche-Comté*, 1926, p. 4.

## DOSSIER

*Patrie, patrimoines*

Gilles Jeannot  
*Tisser des liens patrimoniaux*

réseau de prêtres et d'instituteurs et un public dans le monde paysan de l'après-guerre<sup>30</sup>. Il retrouve chez les curés de campagne d'anciens amis des cercles de Flory ou quelques passionnés de folklore mais surtout des collègues qui s'efforcent de le soutenir. Ils contribueront à la diffusion de l'almanach, au moins tant que celui du journal *Le Pèlerin* ne sera pas republié. Les instituteurs ont aussi contribué au projet. Les instituteurs catholiques, tout d'abord, auquel Marcel Ferry, chargé de la paroisse universitaire, fournit un soutien face au monde laïc ; mais ce ne sont pas les seuls. La volonté de dialogue avec tout le corps enseignant du primaire est exprimée par Joseph Ball, prêtre lui aussi, collaborateur de l'almanach qui écrit entre 1944 et 1960 plusieurs brochures sur les relations entre le prêtre et l'instituteur<sup>31</sup>. A partir d'une socio-psychologie de l'instituteur, il montre comment ceux-ci sont restés plus proches des aspirations du peuple que les prêtres qui doivent par conséquent retrouver cette position. La présence de Mr Huguenard, inspecteur de l'école primaire, laïc convaincu, comme président de l'association *Folklore comtois* animée par Garneret, témoigne de cette orientation qui se trouve prolongée aujourd'hui avec l'actuel président Joseph Pinard, ancien député du Doubs, professeur à l'école normale de Besançon, issu comme une bonne part des élites socialistes de la ville du milieu du catholicisme social à travers la CFTC.

### « Petite patrie » et « peuple paysan »

A travers cet almanach c'est un tout autre lien qui se définit. Son mouvement vers les maisons rurales est opposé à celui des régionalistes de l'entre deux guerres, il part des habitants pour ne rencontrer que progressivement la maison. Ceci correspond à une posture différente, quand les touristes regardent de loin la maison dans le paysage, les enquêteurs mobilisés par Garneret pénètrent dans les maisons paysannes, y boivent le café et discutent avec les paysans. Ce sont d'abord la langue et les pratiques vivantes qui retiennent leur attention. La maison apparaît comme un élément de la vie quotidienne. Elle semble témoigner d'évidence sur ces vies qu'elle accompagne. Un seul article est consacré à ce thème et pourtant cent trente-six dessins de maisons rurales ou de villages, quatre-vingt-cinq vues de villes de la région illustrent les textes, ceci en particulier dans la

30. En 1950, il donne la liste des personnes qui ont contribué activement au recueil des traditions : sur 50 personnes on recense 18 séminaristes, 5 prêtres, et 5 instituteurs avec une population féminine, en dehors des prêtres, dominante (13 femmes contre 8 hommes et 6 inconnus).

31. J. Ball, *Les instituteurs et l'ascension des masses*, Paris, Les éditions ouvrières, 1946, 63 p. et aussi une brochure non datée, intitulée *Le prêtre et l'instituteur*.

rubrique « l'esprit comtois ». La maison est chargée des souvenirs de chacun, elle est liée aux hommes par son esprit de simplicité plus que par un quelconque aspect de ses formes.

La rigueur même que s'impose Garneret dans le recueil des traditions, avant même d'être la marque d'un projet scientifique est celle d'un respect pour ces personnes que lui même ou les enquêteurs de son réseau ont rencontrées. Lorsqu'il présente un élément de décor architectural comme la girouette, il dessine chaque exemplaire à l'échelle, reproduit les moindres détails et mal-adresses, et indique la provenance. Cette rigueur fait contraste avec la rapidité de l'analyse des recherches régionalistes qui se méfient de recherches trop approfondies dans lesquelles se perd la mise en évidence claire des qualités régionales. De la même manière, la géographie a une toute autre fonction que dans les études des régionalistes. Elle ne sert pas à nourrir l'idée d'un modèle régional produit par une détermination du milieu. Le seul article consacré à l'architecture rurale dans l'almanach, d'ailleurs, montre comment la pièce-cheminée (tué) des fermes du Haut-Doubs se retrouve jusqu'en Europe de l'Est. La géographie, dans *Barbizier* est d'abord une géographie économique dans la tradition de Vidal de la Blache, elle est convoquée pour mettre en évidence les potentialités de la région. Les industries rurales, des forges, de l'horlogerie, celles liées au bois ou les richesses de la race bovine montbéliarde sont présentées au public, mais aussi les mouvements de population entre la campagne et la ville ainsi que les formes de pluri-activité. La richesse de la région est ainsi dans ses hommes et non pas dans le cadre qui les entoure.

L'opposition avec les régionalistes se retrouve dans les positions face à l'architecture contemporaine. Pour ces derniers la mise en évidence de déterminations locales permet de passer du produit au modèle, et d'aborder la question d'une architecture contemporaine régionale. Les régionalistes privilégient la recherche de formes issues de la région. La réflexion sur l'architecture régionale qui prend forme dans quelques cercles d'architectes ou d'idéologues parisiens trouve sa place dans les revues. Celles-ci ouvrent leurs colonnes à des auteurs pour lesquels régionalisme est associé à tourisme mais aussi à urbanisme et à hygiénisme. Léandre Vaillat, journaliste, qui publie quelques

## DOSSIER

*Patrie, patrimoines*

Gilles Jeannot  
*Tisser des liens patrimoniaux*

32. La figure de Vaillat permet de faire le lien avec deux dimensions de ce mouvement. Le nationalisme tout d'abord avec la revendication de l'architecture détruite dans les régions occupées durant la Première Guerre mondiale. La dimension coloniale ensuite, Vaillat a abordé sur le même mode l'architecture dans les régions françaises et dans les colonies, ce qui donne, pour reprendre l'expression de Michel Marié, certains « retours de la colonie » : « (Au marché), les femmes du Jura attendent debout, avec une patience qui rappelle les marchés musulmans », Léandre Vaillat, « A Lons-le-Saulnier », *Le Jura français*, 1933, n° 5, p. 5.

*Exposition de l'architecture régionale dans les provinces envahies, 1917, Préface de Léandre Vaillat*, Sous-secrétariat d'État des beaux-arts, Paris, Goupil et Cie, 1917, 88 p. Léandre Vaillat, *La maison des pays de France. Les provinces dévastées*, Paris, Flammarion, 1920, 46 p. Sur ce courant de pensée : Jean-Claude Vigato, « L'architecture du régionalisme, les origines du débat », in *Les trois reconstructions*, Institut français d'architecture, 1983, p. 38 sq. Sur Vaillat et l'architecture au Maroc : Gwendolyn Wright, *The Politics of Design in French Colonial Urbanism*, Chicago, The University of Chicago Press, 1991, 389 p.

33. Dans *Le Pays d'Auge*, Louis Leroy cite Le Corbusier et défend l'idée d'une architecture contemporaine : « L'habitat rural en Pays d'Auge », *Le Pays d'Auge*, mars 1953. Par ailleurs, G.-H. Rivière défendra après la guerre une ligne de stricte obédience fonctionnaliste. Un débat comparable émerge un peu plus tôt en Bretagne. Daniel Le Couédic, « Régionalisme et nationalisme, deux visions du monde et de l'architecture », in *Bretagne modernité et régionalisme*, Paris, Mardaga, 1986, p. 31-43.

34. Le Touring Club de France a consacré une bonne part de sa revue à faire connaître les colonies. Sur le lien entre régionalisme culturel et politique coloniale : Herman Lebovics, « Assimilation ou respect des différences ? La colonisation au Viêt-nam, 1920-1930 », *Genèses*, n° 4, mai 1991, p. 23-43.

35. Jean Charles-Brun, *Le régionalisme*, Paris, Blond, 1911.

articles dans *Le Jura français* a été le plus actif propagateur de cette manière de voir. Pour lui, faire du renouveau de l'architecture locale un des combats du régionalisme, c'est tout d'abord reconnaître un rôle effecteur au cadre architectural, une influence des formes sur les comportements. Il développera cette approche dans divers textes sur des régions françaises et enfin dans une ode à l'architecture coloniale au Maroc<sup>32</sup>. Dans cette perspective, René Dayet, de retour du Maroc, propose aux lecteurs du *Jura français* de faire en Franche-Comté ce que Lyautey y a fait pour l'architecture et de fournir des modèles obligatoires pour les architectes locaux. La question du modèle architectural régional n'a, en revanche, pour Garneret aucune pertinence : l'almanach peut, par exemple, rendre hommage à l'œuvre de Le Corbusier à Ronchamp. La référence à Le Corbusier n'est pas anecdotique, elle fait écho à l'engagement d'anciens amis des cercles de Flory, Marcel Ferry et François Mathey, qui ont fait venir Le Corbusier, Fernand Léger et d'autres artistes dans les églises comtoises. On la retrouve dans d'autres régions chez des défenseurs de la tradition proches de Garneret<sup>33</sup>. Présenter un géographe qui ne promeut pas un déterminisme local, rendre hommage à un architecte contemporain permettent de brouiller certaines références attendues chez quelqu'un qui promeut le retour à la tradition. Cela correspond à une certaine conception de la communauté et de son territoire.

Pour évoquer leur territoire les régionalistes parlent de « petite patrie ». Ce terme indique l'idée d'emboîtement des régions, et aussi des colonies<sup>34</sup> dans l'ensemble national. Cette expression correspond bien au projet politique de Jean Charles-Brun, une décentralisation régionale qui permette de favoriser le développement de régions concourant à une nation plus forte<sup>35</sup>. La « petite patrie », région découpée dans l'espace national doit trouver chez ses habitants le même amour que la grande. La référence à la patrie rejoint celle du Touring Club de France. Cette organisation publie en 1900 un atlas qui, département par département, rassemble des photographies des plus importants sites et monuments. L'ensemble est dédié « à la France » et se veut une manière de totaliser les richesses paysagères qui font la patrie. Le tourisme a produit une « manière d'être natio-

nal »<sup>36</sup> qui privilégie la référence à la surface d'inscription de la nation et qui conduit, par exemple, les membres de ce mouvement à déposer des bornes aux frontières de cette surface.

Garneret n'emploie pas le terme « petite patrie ». Son projet politique serait plus proche de l'autonomie des amis alsaciens de Flory que d'un régionalisme pour lequel, finalement, tout converge vers Paris. Il ne saurait à ce titre reconnaître une spécificité régionale qui ne soit présente que dans des spectacles ou des formes architecturales et non dans l'esprit même des habitants. Son territoire se définit d'abord dans l'opposition ville/campagne. Ce sont les gens de la ville qui servent de repoussoirs. Pour Garneret, dans les années d'après-guerre, il ne s'agit pas de concilier des formes traditionnelles avec la vie moderne. La tradition est là, vivante. Il suffit de prendre le temps d'écouter les paysans ou les artisans. Elle se maintient dans les pratiques quotidiennes et dans celles qui viennent rythmer les années. On la retrouve dans les foires ou dans le dynamisme économique de certains ruraux. Il va alors s'efforcer de contribuer à l'activation de cette vie rurale, par sa revue ou en créant un groupe de la jeunesse agricole chrétienne pour mobiliser les fils de paysans proches de sa paroisse.

Un tel projet de renouveau de la vie rurale, dont le développement culmine dans les années 1950, n'est pas propre à la région comtoise. Bien qu'aucun mouvement organisé ne les rassemble, on retrouve plusieurs initiatives proches à travers toute la France. Il y a tout d'abord ceux qui ont servi de modèle au projet de Garneret, les Alsaciens. Joseph Lefftz avait créé après la guerre un almanach populaire où étaient collectées les traditions locales. A la limite de la Bourgogne et de la Franche-Comté, Albert Demard, agent municipal du bourg de Champlitte, commence en 1953 une collection d'objets de la vie quotidienne en milieu rural, il inscrit aussi sa démarche dans un projet de renouveau de la tradition et contribue activement à la plantation de vignes qui avaient été abandonnées dans ce secteur. En Normandie, la revue *Le Pays d'Auge* qui débute sa publication en 1951, promeut dans une perspective comparable le « potentiel humain et spirituel que constitue un terroir ». Dans la même région, Fernand Lechanteur recueille, durant la guerre et par la suite, avec une grande minutie les différents patois<sup>37</sup>. D'autres expériences porteront sur la relance de l'artisanat. Le docteur Richard, proche du père Lebreton et du courant d'*Économie et Humanisme*, fonde dans les années cinquante la compagnie du Reboul qui organise pendant l'hivernage la fabrique d'objets artisanaux par les paysans de la région de Thines en Ardèche<sup>38</sup>. Mais c'est sûrement l'action de Pierre Martel qui se rapproche le plus de celle de Garneret. Prêtre, il

36. Gérard Noiriel, « La question nationale comme objet de l'histoire sociale », *Genèses*, n° 4, mai 1991, p. 93.

37. L'abbé Saussaye intitule la revue qu'il consacre chaque trimestre aux richesses archéologiques d'un canton de son département *Les nouvelles de l'Eure* pour souligner que l'attachement aux monuments ne va pas sans un projet présent qui se traduit par des articles sur les dynamiques locales de l'économie. Cette initiative lancée en 1959 correspond à la fin du courant évoqué et la revue abandonnera par la suite cette perspective.

38. André Micoud, « L'invention de l'artisanat d'art rural ou les néo-ruraux avant la lettre », in Anne Cadoret, *Protection de la nature, histoire et idéologie*, Paris, L'Harmattan, 1985.

## DOSSIER

*Patrie, patrimoines*

Gilles Jeannot  
*Tisser des liens patrimoniaux*

participe aux mouvements de l'ACJF avant la guerre et se trouve ensuite aumônier de la JAC. Il crée en 1953 l'association *Alpes de lumière* consacrée à « l'essor du Haut-Pays » du Lubéron.

---

L'almanach *Barbizier* a eu un grand succès durant les premières années : le tirage a atteint dix-huit mille exemplaires. Un tel succès n'est pas étonnant à l'époque. L'attention pour le folklore et la vie traditionnelle rurale, soutenue par une organisation concertée durant la guerre<sup>39</sup> ne s'était pas affaiblie à la libération. Des opérations comme le chantier 1425 seront même poursuivies après la guerre. Ce succès fait écho à celui des expériences contemporaines qui se sont développées dans les autres régions. Pour n'en citer qu'une, le mouvement « Alpes de lumière » arrive à rassembler cinq mille personnes lors d'une manifestation de lancement et verra le nombre de ses membres passer de 154 en 1953 à 1600 en 1958. Dans le courant des années 1950, le modèle traditionaliste perdra toute audience auprès des paysans. La JAC deviendra justement le lieu de diffusion du modernisme en milieu paysan<sup>40</sup>. Garneret perdra alors son public paysan et l'almanach cessera sa parution en 1963. La revue populaire laisse la place quelques années plus tard à une revue savante, qui ne touchera plus que mille personnes. Garneret est chargé par la ville de Besançon de constituer un musée du folklore. Le centre d'intérêt se déplace progressivement. Alors que les rites et traditions à collecter deviennent de plus en plus rares, l'architecture devient l'objet central. Il s'y attachera avec le même entêtement. Vers 1960, il commence avec Pierre Bourgin, un jeune de sa paroisse qu'il a recruté pour le musée de Besançon, à parcourir le territoire du département pour faire des photographies, des dessins ou même des relevés architecturaux complets de maisons de la région. A raison d'une journée par semaine durant près de trente ans, ils ont pu ainsi prendre plus de soixante mille clichés. Ils publient en 1968 un premier ouvrage sur la maison rurale comtoise, suivi de nombreux autres. L'association folklore comtois qu'il anime, a engagé, en 1983, la mise en place d'un musée qui rassemble des maisons déplacées pierre à pierre de toute la région. Sept sont actuellement reconstruites à Nancray, village de la périphérie de Besançon et le musée devra en compter le double d'ici la fin du siècle<sup>41</sup>. Du projet social de renouveau de la vie économique et culturelle du monde paysan, ces traditionalistes sont passés à une activité de collecte et de conservation.

39. Christian Faure, *Le projet culturel de Vichy, folklore et révolution nationale, 1940-1944*, Lyon, PUL, 1989, 335 p.

40. Henri Mendras, *La fin des paysans, changement et innovations dans les sociétés rurales françaises*, A. Colin, 1970, 307 p. Le développement de ce sursaut traditionaliste dans les années 1950 peut-il être mis en relation avec le courant des études folkloriques qui s'est développé après 1870, période qualifiée par Eugen Weber de « fin des terroirs », ou doit-il être rattaché à un courant politique conservateur dans la lignée de Barrès dont les principes de défense des églises de France sont comparables ? Eugen Weber, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale, 1870-1914*, Paris, Fayard, Recherches, 1983, p. 669 sq.

41. Le projet correspond à un budget de 3 millions de francs par an sur plus de dix ans, dont la moitié sur des fonds publics et l'autre financée sur les entrées et la vente d'ouvrages. Le musée accueille 30 000 personnes chaque année.

C'est ainsi que se déploie dans la durée une tension présente dès l'origine, la première action de Garneret étant de créer un musée dans sa paroisse. L'amour des gens laisse place à la mise en valeur des objets.

## **L'encadrement universitaire du patrimoine local après 1970**

L'activité de Garneret ne retrouve une place dans l'intérêt du grand public qu'à la faveur de l'émergence d'une nouvelle attitude face à la maison rurale qui l'inscrit dans ce que l'on peut appeler le « patrimoine local »<sup>42</sup>. Durant les années 1960, l'intérêt pour les traditions était très faible. Il renaîtra après 1970 avec la création de plus de vingt musées dans la région.

Les musées associatifs comtois sont à l'origine des projets individuels. Des amateurs déclarent, sans autre argument, ne pas vouloir « laisser perdre » ces objets, considérant ainsi comme acquis ce pour quoi Garneret s'est battu. A Grand-Combe Chateleu, le fils du maréchal-ferrant avait conservé en l'état la forge de son père et collectionnait des outils paysans. A Montéchérour, l'ex-maire conservait des éléments pour un musée de la pince depuis de nombreuses années avant de faire une exposition dans la salle de classe. A Ronchamp, c'est l'ancien médecin de la mine qui crée un musée sur ses fonds propres. De même à Nans-Sous-Sainte-Anne, c'est une initiative privée couronnée au concours « Chefs d'œuvre en péril » qui permet la conservation de la taillanderie. Ils sont parfois l'affaire d'un village ; à Trepot, la municipalité s'est mobilisée pour maintenir en musée la fromagerie que fait visiter l'ancienne fromagère ; à Etuefont elle rachète la forge du village lorsque le dernier forgeron cesse son activité. L'importance du public est variable, si elle atteint vingt-cinq mille personnes à Nans-Sous-Sainte-Anne, elle ne dépasse pas quelques milliers de personnes par an dans la plupart des petits musées<sup>43</sup>. Toutefois plus que le nombre de visiteurs, ce sont d'autres signes comme la prise en charge par les municipalités<sup>44</sup> ou l'inscription de budgets sur ce thème dans les contrats de plan État-Région qui témoignent de l'inscription locale de cette préoccupation conservatoire.

La forme prise par ces musées ne peut être comprise par le simple projet de collection de ces amateurs. Une

42. Sur ce terme cf. Gilles Jeannot, « Ce que les associations donnent à voir du patrimoine architectural », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 42, p. 32. Il correspond à des transformations parallèles du côté de l'administration, de la recherche et du mouvement associatif. Ce courant prend forme après 1960 et atteint son apogée après 1980.

43. Deux mille cinq cents visiteurs par an au musée forge d'Étuefont en Haute-Saône, mille cinq cents à la fromagerie musée de Trepot dans le Doubs.

44. Anne Gotman, « L'entreprise municipale du patrimoine », in Jean Davallon (éd.), *Claquemurer pour ainsi dire tout l'univers, la mise en exposition*, Paris, CCI, 1986, p. 127-183. L'article présente l'ensemble des institutions qui se sont emparées de ce thème du patrimoine en Franche-Comté.



## DOSSIER

*Patrie, patrimoines*

Gilles Jeannot

*Tisser des liens patrimoniaux*

relation d'échange, souvent sur un mode conflictuel, s'établit entre ces nouveaux amateurs et les universitaires concernés. A la même époque apparaissent en effet plusieurs organisations consacrées à la recherche ethnologique locale. A l'université de Besançon, des historiens intéressés par l'archéologie de la proto-industrialisation, puis des ethnologues entament des recherches sur l'activité productive en milieu rural. Les protagonistes s'opposent et se soutiennent à la fois. Les universitaires dénoncent le manque de rigueur et le conservatisme de ces initiatives de musées d'associations : « L'ethnologie sauvage est parfois dangereuse, celui qui s'y livre travaille parfois en dépit du bon sens, mais de plus en plus, en allant sur le terrain, en faisant des interviews il enlève toute possibilité d'études aux autres en détruisant chez la personne interrogée le naturel et la spontanéité<sup>45</sup>. » Mais ils rappellent aussi régulièrement la nécessité de collaborer avec les associations.

Les ethnologues universitaires contribuent par là à un certain encadrement des musées d'amateurs. Ce travail est particulièrement clair dans les cas de Fougerolle et de Bois d'Amont. A Fougerolle, un ancien minotier avait commencé à rassembler des objets traditionnels utilisés dans les milieux ruraux du nord de la Haute-Saône, il avait joint sa collection à celle d'un médecin de Luxeuil et ouvert un musée dans une ferme en 1970. En 1980, la Société d'agriculture, lettres, sciences et arts de Vesoul achète la distillerie de Fougerolle. En 1981, un professeur d'ethnologie organise pour ses étudiants de l'université de Besançon un stage à Fougerolle et rapporte des éléments pour une mise en forme de l'écomusée qui s'ouvrira en 1986 à partir des bâtiments achetés et des deux collections initiales. A Bois d'Amont l'instituteur crée en 1976 l'association des Gardiens de la boissellerie et organise, dans le grenier de l'école, une première exposition sur la production locale de boîtes à fromage. En 1986, est créé le Parc naturel régional du Haut-Jura. Le Parc soutient le projet et, sur les conseils de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, une étude ethnologique de cadrage est financée. Ces deux musées sont aujourd'hui financés aux trois quarts par les pouvoirs publics. Un autre moyen d'encadrement est l'inscription de ces musées dans des « chaînes » qui rassemblent en un parcours différents aspects d'une même activité de production. Dans d'autres cas, l'encadrement passe par des formules plus légères de

45. *L'Est républicain*, édition du Doubs, 17 avril 1983. La Direction Régionale de l'Action Culturelle a constitué un dossier de la presse quotidienne régionale consacrée au développement de ces musées, dans lequel se traduisent ces mouvements contradictoires d'appel et de dénonciation entre les universitaires et les créateurs de ces musées.

formation ou de sensibilisation ou par une acculturation des amateurs. Ainsi le fils du créateur du musée de Champlitte a-t-il passé une thèse de troisième cycle et ouvert son propre écomusée. En retour il faut aussi noter un infléchissement de l'action des universitaires par les amateurs. La demande sociale est en effet très prégnante. Elle se traduit par des demandes répétées d'intervention mais aussi par des financements d'études. Les universitaires se plaignent ainsi régulièrement d'être dépassés et déplacés par cette demande<sup>46</sup>. Faisant en quelque sorte profession de remettre en cause le simplisme de cette « demande sociale » de passé, ils en sont aussi devenus dépendants.

De ces allers-retours émerge un modèle muséographique central. La conservation a lieu *in situ*, le contenant s'alliant au contenu. Les premières collections rassemblées dans une vieille remise ou une salle de classe sont ramenées à ce modèle fédérateur. Aujourd'hui les trois musées forge, les trois musées ferme, le musée de la saline, celui de la fromagerie ou de la taillanderie sont installés dans des bâtiments d'origine qui constituent des pièces majeures des dispositifs muséographiques. La deuxième caractéristique générale est que ce sont des musées d'outils, à la différence des musées des périodes antérieures qui privilégiaient les productions artistiques. Ils offrent du monde de la production pastorale, artisanale ou préindustrielle, une représentation concentrée de l'économie locale. Enfin ces musées s'efforcent d'intégrer l'activité présentée dans son cadre, et dans le même mouvement d'en faire un instrument de définition et d'interprétation d'un territoire qui entoure le musée. En résumé, tous les dispositifs muséographiques confinent au modèle de l'écomusée qui construit une certaine représentation du territoire<sup>47</sup>. On présuppose ici un territoire structuré par l'économie. Même si le territoire de référence peut prendre une forme complexe qui articule plusieurs niveaux de développement de l'économie qui s'emboîtent et que montrent les chaînes de musées, le modèle de l'équilibre localisé apparaît comme la figure idéale que sont très fiers de pouvoir exhiber les ethnologues locaux : « La seule chose qu'a mise en évidence l'étude ethnologique, c'est l'existence à Bonnevaux d'un véritable modèle d'organisation communautaire. Ainsi se trouve établi de façon ancienne un équilibre à la fois écologique, économique, social et politique<sup>48</sup>. » Cette mise en pers-

46. Claude Royer, « Les rapports entre recherche ethnologique et action culturelle : aspects pratiques et déontologiques », in ACATP, *Recherche et action culturelle sur le patrimoine ethnologique*, Actes du colloque de la société d'ethnologie française, tenu à Besançon, les 17, 18 et 19 avril 1980, p. 5-6.

47. Sur les relations territoire/écomusée, voir : Jean Davallon, « Philosophie de l'écomusée et mise en exposition », in Jean Davallon (éd.), *Claquemurer pour ainsi dire tout l'univers*, op. cit., Paris, CCI, 1986, p. 105-125.

48. Cl. Royer, J. Ch. Debard, op. cit., p. 151.

## DOSSIER

*Patrie, patrimoines*

Gilles Jeannot  
*Tisser des liens patrimoniaux*

pective est renvoyée alors à la population qui « est invitée à découvrir le patrimoine (...), à le faire revivre sur les lieux même pour mettre en évidence à travers la radiographie de sa mémoire collective les facteurs positifs qui ont forgé sa personnalité ou les facteurs négatifs qui ont enrayé son développement »<sup>49</sup>. De l'impulsion immédiate des premiers amateurs, on est passé à une forme organisée de conservation qui donne sens aux traces du passé.

Même si la plupart les universitaires engagés dans ce mouvement présentent le travail de Garneret comme le début de la recherche scientifique dans la région dans ce domaine<sup>50</sup>, cette position marque une nouvelle rupture qui se traduit dans de vifs débats actuels. Garneret, dans un ouvrage de 1984 consacré à un village péri-urbain, s'efforce ainsi de mettre en évidence une communauté sociale dans un espace sans consistance économique propre<sup>51</sup>. Il montre comment à travers la vie associative, le mechoui annuel, ou le terrain à bâtir que l'on cède à ses enfants, une communauté culturelle se perpétue dans une banlieue-dortoir<sup>52</sup>. Il refuse de la même manière les typologies proposées par les universitaires. Garneret ne refuse jamais vraiment de produire des généralités à propos de son recueil d'informations, mais il repousse toujours celles-ci. Scrupule de chercheur ? Il se trouve par là assez proche d'un Van Gennep qui s'est efforcé d'accumuler les données sur un même territoire, de les cartographier pour mettre en cause certaines interprétations hâtives de la géographie humaine. Chez Garneret cependant, ces scrupules confinent au refus : « Il n'y a de connaissance que du singulier. Les idées générales au contraire sont parfois, sinon souvent, le domaine des discoureurs aussi stériles que dangereux<sup>53</sup>. » Le projet scientifique est accompli à l'extrême dans la visée de rigueur et de cumul d'informations dûment datées et localisées ; il est indéfiniment repoussé dans sa visée de catégorisation et d'interprétation. C'est ainsi en quelque sorte à son corps défendant que Garneret aura légitimé la position centrale du savant dans la valorisation du patrimoine.

La longévité de Garneret permet une confrontation directe entre les différents milieux d'entrepreneurs culturels qui ont contribué à donner une valeur culturelle à certaines traces de la vie populaire, et la mise en évidence de débats sur les fondements de cette valorisation. Des débats évoqués ici, peu sont saisis par le public qui perçoit le continuum d'une « redécouverte » d'un héritage. On

49. Christian Jacquelin, « La chaîne des musées de l'économie et du travail comtois », *Barbizier*, n° 11, 1983, p. 513. Christian Jacquelin, ethnologue, a été l'initiateur à la DRAC de ce projet, le fait qu'il s'exprime ici montre que les oppositions tenaces de méthode n'interdisent pas toute collaboration.

50. François Cheval, « Du folklore à l'ethnologie », in Claude Royer, Jean Christophe Demard, *La tradition franc-comtoise*, Wettolsheim, Mars et Mercure, t. 6, p. 125-139.

51. N° 12, décembre 1984.

52. Garneret note que ceux qui sont partis travailler à la ville perpétuent par certains aspects un mode de vie plus proche de la tradition que celui des paysans : « Le même pays rassemble (les rassemble-t-il ?) deux modes de vie qu'on dirait opposés mais qui sont de complément, que certains arrivent à conjuguer ensemble, en trichant un peu si l'on veut. Sous le col blanc ou l'agent de ville, on voit paraître le paysan. »

53. *Barbizier*, n° 4, 1975, p. 306.

peut souligner à l'envi face à cette interprétation, la diversité des « couches » qui forment cette histoire, des motivations conjoncturelles de ses acteurs, et des définitions implicites de ce qui fait la valeur des objets. Quelle relation en effet y-a-t-il entre des présidents de chambre de commerce qui jugent nécessaire de saisir l'opportunité de développement liée au tourisme, des membres de l'Association catholique de la jeunesse de France qui partent en mission dans les campagnes ou des universitaires qui gèrent leur intégration dans une société locale ? Ce qui motive l'activité de ces entrepreneurs culturels n'est parfois qu'indirectement lié au résultat qui nous retient ici, l'émergence d'un sentiment patrimonial. Mais à chaque fois, une position singulière permet de définir un lien avec les objets. On ne peut opposer un moment de définition externe des modèles et un moment d'appropriation locale, mais plutôt saisir une variation entre différents niveaux de mise à distance de l'objet à mettre en valeur. Parmi les touristes les plus actifs se trouvent des « anciens » du pays émigrés à Paris. De la même manière, certains universitaires évoqués sont aussi des enfants du pays qui définissent à leur manière une relation à leur patrimoine. Garneret, s'il fait référence au monde paysan, n'en est pas directement issu et n'a jamais réussi à mobiliser celui-ci de manière significative dans son association. Même les créateurs de musée actuels, par le départ en retraite, ou parce qu'il sont allés travailler à la ville tout en continuant à habiter le village de leur enfance, se sont déjà mis à distance. A chaque fois cette distance permet de tendre un lien avec les objets, avec un territoire et par là de joindre les individus à une communauté. Ces liens tendus s'accumulent aussi d'une certaine manière et se tissent<sup>54</sup>. Le sentiment immédiat des créateurs de musées qui ne veulent pas « laisser perdre » les objets du passé ne peut se comprendre sans référence à l'activisme militant d'un Garneret qui a constitué comme « butin » du peuple ces objets. Pas plus que cet engagement n'est compréhensible indépendamment d'une réaction au regard du touriste. De la même manière la pertinence d'un discours rigoureux de science sociale n'émerge-t-elle que progressivement et en particulier avec ce moment paradoxal du traditionalisme durant lequel la rigueur de la collecte se définit comme projet éthique. Chacun des liens ainsi tissés offre une opportunité pour le public de nourrir son propre sentiment fugace d'attachement pour ces objets. A côté du travail officiel de délimitation réglementaire de ce

54. L'image usuelle de la « construction sociale », avec ce qu'elle évoque de briques, de béton, ou de barres d'acier, permet mieux de caractériser l'activité d'institutionnalisation d'une politique que l'émergence dans le corps social d'un sentiment.

## DOSSIER

*Patrie, patrimoines*

Gilles Jeannot  
*Tisser des liens patrimoniaux*

qu'est le patrimoine de la Nation, ces entrepreneurs ont accolé aux objets un autre « patrimoine », fait aussi bien de postures que d'argumentaires ou de savoirs constitués, dans lequel le public peut puiser lorsqu'il se trouve en leur présence. On se rendrait sûrement compte que ceux qui ne font pas profession de défendre le patrimoine oscillent entre les modèles évoqués, qui à la fois se succèdent et coexistent<sup>55</sup>. Les succès relatifs, selon les époques, des uns et des autres témoignent bien qu'il reste une capacité de choix du public à côté de la force de proposition de ces entrepreneurs culturels.

55. Les travaux d'Élisabeth Claverie qui décrivent différentes attitudes contradictoires des pèlerins qui cherchent à voir des apparitions de la Vierge, et ceux, plus anciens, de Maurice Halbwachs sur le comportement des pèlerins en Terre sainte suggèrent une compétence des individus à osciller entre plusieurs niveaux, de la reconnaissance immédiate à diverses constructions qui donnent sens à celle-ci. Élisabeth Claverie, « La Vierge, le désordre, la critique », *Terrain*, n° 14, mars 1990, p. 60-75. Maurice Halbwachs, *La topographie légendaire des Évangiles en terres saintes*, Paris, PUF, 1941.